

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 18 novembre au 22 novembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ECONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

## Faits marquants

- ❖ **Kenya** : Le Président annule les deux projets de PPP avec le groupe Adani
- ❖ **Kenya** : Le pays rejoint l'initiative mondiale pour tripler l'énergie nucléaire d'ici 2050
- ❖ **Somalie** : Abdirahman Mohamed Abdullahi remporte l'élection présidentielle au Somaliland

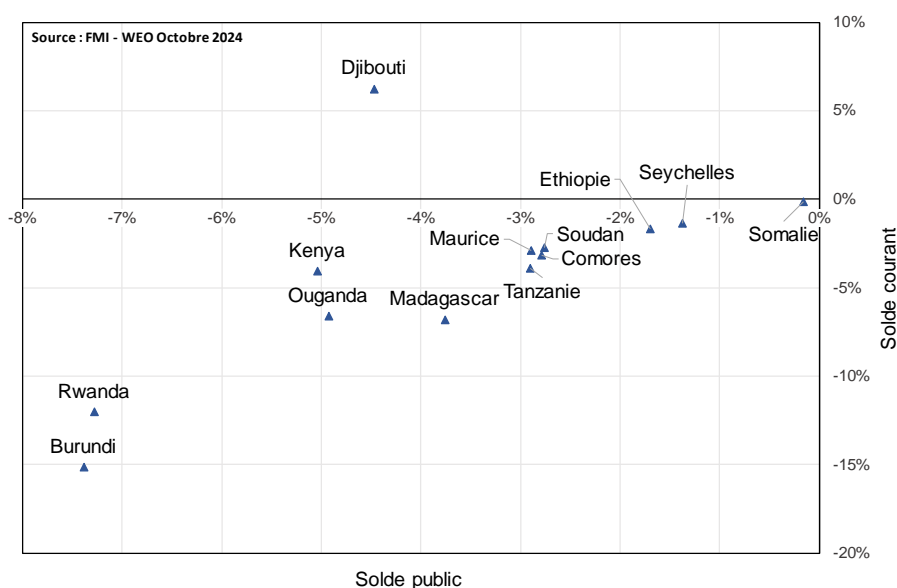
### LE CHIFFRE A RETENIR

# 96 MEUR

OCTROI DE 96 MEUR PAR L'UE POUR LE  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL  
DU SOUDAN DU SUD

## Le graphique de la semaine

AEOI : déficits jumeaux, prévisions pour 2024  
en % du PIB



La plupart des pays de la région d'Afrique de l'Est et de l'Océan indien se caractérise par une situation de déficits jumeaux, à savoir la combinaison de déficits public et courant. Selon les dernières prévisions du FMI, les déséquilibres budgétaire et courant resteraient marqués dans la région, en particulier pour le Rwanda et le Burundi. En revanche, les Seychelles et la Somalie seraient dans une situation plus équilibrée, tandis que Djibouti se distinguerait avec un excédent courant significatif.

## REGIONAL

### Somaliland : Abdirahman Mohamed Abdullahi remporte l'élection présidentielle

La Commission électorale nationale du Somaliland a annoncé, mardi 19 novembre, qu'Abdirahman Mohamed Abdullahi, leader de l'opposition du Somaliland, était élu Président de cette région sécessionniste. Plus connu sous le nom d'Irro, il a remporté 64 % des voix et est devenu le sixième président du Somaliland depuis la séparation de la Somalie en 1991. Il prêtera serment le 14 décembre. Au cours de sa campagne, M. Irro a déclaré que son parti réexaminerait un accord controversé (le « MoU »), prévoyant notamment la location à l'Éthiopie d'une section de 20 km de son littoral pendant 50 ans afin d'y installer une base navale. Les autorités somalilandaises ont par ailleurs indiqué espérer, dans leur quête de reconnaissance internationale, recevoir le soutien la future administration américaine du Président Trump.

## COMORES

### Légère hausse des recettes et des dépenses publiques au 1<sup>er</sup> semestre 2024

Selon la Banque centrale des Comores, les recettes publiques ont atteint 61,4 MEUR au 1<sup>er</sup> semestre 2024, soit +2,1 % en glissement annuel (g.a.). Si les recettes fiscales ont légèrement diminué (50,7 MEUR ; -0,3 % en g.a.), les recettes non-fiscales ont fortement progressé (10,7 MEUR ; +15,8 %). Les dépenses publiques sont également en hausse, à 70,1 MEUR (soit +1,5 % en g.a.). Les dépenses courantes primaires (61,4 MEUR ; +1,3 %), qui incluent les traitements et salaires (31,7 MEUR), et les dépenses en capital financées sur les ressources propres (8,7 MEUR ; +3,1 %) ont augmenté. Les financements extérieurs ont atteint 21,7 MEUR, après 10 MEUR au 1<sup>er</sup> semestre 2023.

## DJIBOUTI

### L'Égypte renforce sa coopération maritime avec le pays

Lors d'un déplacement en Égypte, une délégation de l'Autorité des ports et des zones franches de Djibouti (APZF) a signé plusieurs accords stratégiques visant à développer les infrastructures portuaires, énergétiques et éducatives dans le secteur maritime. Le premier protocole d'accord (MoU) signé avec le ministre égyptien des transports vise à l'établissement de jumelage entre le port d'Ain Sokhna et ceux de Djibouti. Un second a été signé

avec l'Académie arabe des sciences maritimes pour créer une Académie maritime régionale à Djibouti. Enfin, le troisième accord signé avec l'Egypt Holding Company engage une coopération bilatérale pour la modernisation des infrastructures djiboutiennes, notamment par le développement des énergies renouvelables dans les ports et zones franches. Ces accords témoignent de l'importance du port de Djibouti pour les exportations égyptiennes en Afrique de l'Est, et de la volonté de l'APZF de renforcer sa place de hub régional.

## ÉTHIOPIE

### Assouplissement de la rétention de devises pour les exportateurs

La Banque centrale éthiopienne a révisé sa politique de rétention des devises étrangères, permettant aux exportateurs de conserver 50 % de leurs revenus en devises sur leurs comptes locaux indéfiniment, les 50 % restants devant être vendus aux banques commerciales en échange de monnaie locale. Les exportateurs étaient auparavant tenus de remettre 50 % de leurs revenus en devises aux banques commerciale sous un mois, en cas de non utilisation. Effective depuis le 14 novembre 2024, cette mesure vise à faciliter les opérations des exportateurs en leur permettant de conserver leurs revenus en devises. Cet assouplissement s'inscrit dans le cadre de la libéralisation du marché des changes et de la modernisation du secteur bancaire éthiopien engagée en juillet 2024.

## KENYA

### Le Président William Ruto prononce un discours sur l'état de la nation

Dans son discours sur l'état de la nation, le 21 novembre 2024, le Président William Ruto, a présenté le bilan de son gouvernement en matière de développement. Il a notamment souligné que les indicateurs macroéconomiques montraient un « redressement positif », le shilling s'appréciant de 20 % depuis le février 2024 pour atteindre 129 KES pour un dollar en novembre 2024. En outre, il a fait état i) de la baisse de l'inflation (+2,7 % en octobre 2024, après +9,6 % en septembre 2022), ii) de l'augmentation des réserves de change pour atteindre 9,5 Md USD, soit 4,8 mois de couverture des importations, atteignant un point haut depuis près de 4 ans, iii) de l'augmentation des recettes fiscales de +11,5 % sur l'exercice budgétaire 2023/2024. Le président a ajouté qu'il s'attendait à ce que l'économie connaisse une croissance de +5,0 % cette année, puis de +5,6 % en 2025.

#### **Annulation des accords attribués au groupe indien Adani**

Sur fond d'accusations de corruption, en particulier dans le cadre d'une inculpation pour corruption et fraude aux Etats-Unis, le président Kenyan a ordonné le 21 novembre 2024 l'annulation d'une procédure de passation de marché qui devait attribuer le contrôle du principal aéroport du pays au groupe indien Adani, sous forme d'un partenariat public privé (ppp). Dans le cadre de l'accord proposé, d'une valeur de près de 1,85 Md USD, le groupe Adani devait ajouter une deuxième piste à l'aéroport international Jomo Kenyatta et moderniser le terminal des passagers en échange d'un bail de 30 ans. En outre, le Président Ruto a également annulé un autre partenariat public-privé d'une durée de 30 ans et d'une valeur de 736 MUSD, qu'une entreprise du groupe Adani avait signé le mois dernier avec le ministère de l'Energie et du Pétrole pour la construction de lignes de transport d'électricité.

#### **Le Kenya rejoint l'initiative mondiale pour tripler l'énergie nucléaire d'ici 2050, lancée par la France et les États-Unis lors de la COP28**

Lors de la COP28, la France et les États-Unis ont lancé la « Déclaration pour tripler l'énergie nucléaire d'ici 2050 », signée par 20 pays, reconnaissant le rôle des nouvelles technologies nucléaires dans la décarbonisation des industries et leur complémentarité avec les énergies renouvelables. Six pays, dont le Kenya, ont rejoint cette initiative lors de la COP29, portant à 31 le nombre de pays signataires. Face à une demande croissante d'électricité portée par les objectifs de la stratégie de développement Vision 2030, le Kenya a entrepris depuis 2010 l'instruction d'un programme nucléaire civil. Ces ambitions ont été renforcées par l'adoption en 2019 de l'*Energy Act* et la création de l'Agence kényane de l'énergie nucléaire (NuPEA), ainsi que de l'Autorité kényane de régulation nucléaire. La construction de centrales devrait débuter en 2030, d'après la NuPEA, calendrier très optimiste mais qui confirme la volonté du gouvernement d'inclure l'électricité nucléaire au mix électrique du pays.

## **MADAGASCAR**

#### **Appui à l'entrepreneuriat féminin par l'AFD**

Le 13 novembre dernier, l'Agence française de développement (AFD) et le Conseil de développement économique de Madagascar (EDBM) ont signé une convention de financement de 1,5 MEUR portant sur le projet ITOVIA. Ce projet vise à réduire les inégalités de genre par l'accès des femmes malgaches à

l'écosystème entrepreneurial et aux opportunités économiques. Ses activités consisteront notamment à diversifier les services de l'EDBM à travers une approche sensible au genre, à intégrer les femmes dans les chaînes de valeur régionales, et à renforcer la résilience des MPME concernées. Le projet, d'une durée de cinq ans, sera mis en œuvre dans plusieurs régions du pays: Analamanga, Haute Matsiatra, Amoron'i Mania, et Vakinankaratra.

#### **Le projet d'introduction de taxe sur les transactions de monnaie électronique est dénoncé par les opérateurs**

Dans un communiqué conjoint publié le 19 novembre, les opérateurs de monnaie électronique AirtelMoney, Mvola et OrangeMoney dénoncent l'introduction, dans le projet de loi de Finances 2025, d'une taxe de 0,5 % sur les transactions de monnaie électronique supérieures à 150 000 MGA (soit 30,4 EUR). Cette mesure non concertée pénaliserait, selon eux, les consommateurs : multiplication de 2 à 5 des frais de transaction pour les ménages, et de 2 à 10 pour les commerçants. L'introduction de cette mesure entraînerait une baisse des activités du secteur : -30 % du nombre d'utilisateurs et -60 % des transactions en valeur. Les opérateurs proposent un soutien actif au secteur par le passage sous régime obligatoire de la digitalisation des paiements, qui contribuera à accélérer la formalisation de l'économie et améliorer l'inclusion financière.

## **MAURICE**

#### **Nomination du nouveau gouvernement mauricien**

Le nouveau gouvernement, dirigé par le Premier ministre Dr. Navinchandra Ramgoolam, a été nommé le 22 novembre. Cette nomination fait suite à la victoire de l'opposition, l'Alliance du changement, aux élections législatives du 10 novembre. Le gouvernement comprend 24 ministres et 10 secrétaires d'Etat. Le portefeuille des Finances se voit rattacher au Premier ministre; Paul Bérenger est nommé Vice-Premier ministre. Sont par ailleurs nommés: Ajay Guinness au portefeuille des infrastructures nationales; Richard Duval au tourisme et loisirs; Jyoti Jeetun aux services financiers et planification économique; Patrick Assirvaden à l'Energie et Services publics; Ritish Ramful aux affaires étrangères, intégration régionale et commerce international; Osman Mahomed aux Transports terrestres; Adil Ameer Meea à l'Industrie, PME et Coopératives; Avinash Ramtohol aux technologies de l'information, communication et innovation.

## OUGANDA

### La Tanzanie, 2<sup>ème</sup> plus important fournisseur pour l'Ouganda

Avec plus de 1,7 Md USD d'exportations, la Tanzanie est devenue le second fournisseur du marché ougandais sur l'année fiscale 2023/24, surpassant pour la première fois le Kenya. Les importations ougandaises en provenance de la 2<sup>ème</sup> économie de la communauté d'Afrique de l'Est sont composées à 60% d'or, le reste étant constitué principalement de minerais de fer et de produits agricoles (arachide en particulier). La Chine demeure le principal fournisseur du pays avec près de 2 Md USD. Les Émirats arabes unis et l'Inde se positionnent respectivement en 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> position, avec des exportations de 950 et 900 MUSD. Avec un volume de 816 MUSD (-5 %), le Kenya rétrograde ainsi en 5<sup>ème</sup> position. Les importations ougandaises ont atteint un total 10,8 Mds USD sur l'année fiscale 2023/24.

## SEYCHELLES

### Baisse de près de -10 % des activités industrielles en septembre 2024

Selon le bureau national des statistiques seychellois, les activités industrielles ont fortement diminué en septembre 2024. L'indice de production industrielle (IPI) baisse de -9,6 % par rapport à août 2024 en raison de la baisse de la production dans les secteurs de la « fabrication de produits du tabac » (-19,4 %), de la « fabrication de liqueurs de malt et de malt » (-14,9 %) et de la « transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques » (-12,7 %). Néanmoins, quelques secteurs améliorent leurs performances, dont celui de la « fabrication de peintures, revêtements vernis et similaires, encres d'imprimerie et mastics » (+38,3 %) et de la « distillation de spiritueux » (+9,4 %).

## SOUDAN

### Remise en opération de deux aéroports

Dans le cadre d'un plan visant à réhabiliter et remettre en service les aéroports situés dans les zones sous contrôle de l'armée, les autorités ont annoncé, le 20 novembre, la réouverture de l'aéroport de Kassala, l'une des principales villes de l'est du pays, avec

l'arrivée du premier vol interne en provenance de Port Soudan. Le 6 novembre, l'aéroport de Dongola, dans l'Etat du Nord, avait également accueilli un vol similaire, une première depuis l'éclatement du conflit. Cependant, l'aéroport d'Atbara, capitale de l'État du Nil au nord, en cours de réhabilitation, a été la cible d'une attaque par drone. Cet incident soulève des incertitudes quant à la possibilité d'une remise en service prochaine de cet aéroport.

### Le ministre de l'Energie discute avec des énergéticiens russes à Moscou

Une délégation du ministère de l'Energie et du Pétrole s'est rendue à Moscou pour rencontrer plusieurs entreprises pétrolières et gazières, notamment Zaporozh Oil, Gazprom et South Russia Company. Selon le Directeur général de l'Exploration, au ministère de l'Energie soudanais, les échanges avec Zaporozh Oil ont porté sur un partenariat amorcé en 2018 avec la société pétrolière d'État Sudapet, et sur la reconstruction du secteur pétrolier. Avec Gazprom ont été évoqués des projets de construction d'une raffinerie à Port Sudan et de plusieurs pipelines, dont un sous le Nil Blanc. Par ailleurs, South Russia Company s'est montrée intéressée par la remise en production des puits défectueux.

## SOUDAN DU SUD

### L'UE octroie 96 MEUR pour le développement économique et social

L'Union européenne vient d'annoncer l'octroi de 96 MEUR, programmés sur trois ans, de 2024 à 2027, pour le soutien du développement économique et social dans le cadre du « Multiannual Indicative Programme 2021–2027 » (MIP). Ce financement intervient au titre de l'évaluation à mi-parcours de l'instrument de Voisinage, de Développement et de Coopération Internationale. Le MIP affiche trois priorités au Soudan du Sud: (i) l'économie verte et résiliente (ii) le développement humain et (iii) la bonne gouvernance. Les deux premières ont déjà mobilisé entre 2021 et 2024 des enveloppes de, respectivement, 83 et 64 MEUR et la 3<sup>ème</sup> a été alimentée à hauteur de 52 MEUR. Au total, ce sont 209 MEUR qui ont été investis en 2021 et 2024 et plus de 1 Md EUR depuis l'indépendance du pays, positionnant l'UE comme l'un des principaux donateurs du Soudan du Sud.